

N° 108/CA du répertoire

N° 2005-88/CA₂ du Greffe

Arrêt du 12 septembre 2013

INSTANCE : HOLONOU François

C/

Ministère de l'Intérieur de la

Sécurité et de la Décentralisation

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la lettre en date à Cotonou du 02 juin 2005, enregistrée au greffe de la Cour le 09 juin 2005 sous le n°752/GCS, par laquelle monsieur HOLONOU François, ex-gardien de la paix 01 BP 21-Camp Guézo-Cotonou a introduit devant la Chambre Administrative de la Cour suprême un recours pour solliciter sa réintégration et sa réhabilitation dans le corps de la Police Nationale, motif pris de ce que tous les autres agents avec lesquels il a été condamné à deux mois d'emprisonnement assortis de sursis par un jugement du 17 avril 1987, ont été réintégrés et réhabilités, à l'exception de lui seul, malgré ses requêtes adressées à la Direction Nationale de la Police et au Ministre de l'Intérieur de la Sécurité et de la Décentralisation ;

Vu la lettre n°2405/GCS du 21 juin 2005, par laquelle le requérant a été invité à satisfaire aux prescriptions de l'article 682 du code général des impôts ;

Vu la lettre n°2406/GCS du 21 juin 2005, par laquelle le requérant a été mis en demeure de consigner conformément aux dispositions de l'article 45 de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 organisant la Cour suprême ;

Vu le paiement de la consignation légale par le requérant, constaté par le reçu n°3189 du 14 juillet 2005 ;

Vu la lettre n°646/GCS du 17 février 2006, par laquelle le requérant a été invité à faire parvenir au greffe de la Cour dans un délai de deux mois son mémoire ampliatif ;

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attribution de la Cour, remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1^{er} juin 1990, applicable au moment des faits ;



Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu les pièces du dossier ;

Ouï le Président Grégoire ALAYE en son rapport ;

Ouï l'Avocat Général Raoul Hector OUENDO en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettre sans numéro en date à Cotonou du 13 avril 2006, enregistrée au greffe de la Cour le 20 avril 2006 sous le n°381/GCS, le requérant, en accusant réception de la lettre n°646/GCS du 17 février 2006 de la Cour relative au mémoire ampliatif, a saisi la haute juridiction de son désistement volontaire d'instance et a demandé de lui en donner acte ;

Qu'en conséquence, il y a lieu de donner acte au requérant de son désistement d'instance et de mettre les frais à sa charge ;

PAR CES MOTIFS.

DECIDE :

ARTICLE 1er : Il est donné acte à monsieur HOLONOU François de son désistement d'instance.

Article 2 : Les dépens sont mis à la charge du requérant.

Article 3 : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre Administrative) composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI
ET
Victor D. ADOSSOU

} CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi douze septembre deux mille treize, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO, Avocat Général,

MINISTERE PUBLIC ;

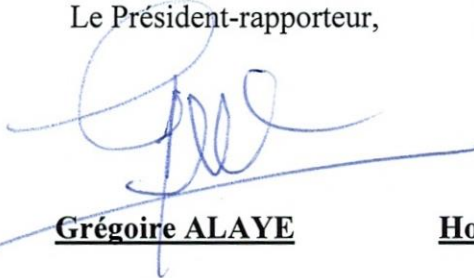
Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

Greffier ;

Et ont signé

Le Président-rapporteur,

Le Greffier,



Grégoire ALAYE



Hortense LOGOSSOU-MAHMA

